

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Respect

Avec la disparition de Gotlib, c'est un nouveau pan de l'histoire culturelle de la France des Trente Glorieuses qui s'efface. Nanar et Jujube, Gai-Luron et Belle-Lurette, Superdupont et Pervers Pépère, Isaac Newton et le commissaire Bougret sont orphelins. Parmi les enfants du baby-boom, ceux qui guettaient chaque semaine la sortie de Vaillant, Pif le Chien ou Pilote, qui ont appris à rire avec les Dingodossiers ou la Rubrique-à-brac, et découvert dans L'écho des Savanes ou Fluide glacial que la « Bandessinée » n'était pas réservée qu'aux enfants, sont en deuil.

C'était l'époque où l'on pouvait rire de tout - y compris de Claude Allah, de Gaston Jéhovah et de Louis Bouddha. Il n'y avait aucune méchanceté chez Gotlib. Son humour était un savant mélange de gouaille parisienne, de non sens anglais, d'autodérision ashkénaze et de tendresse enfantine ; son trait épuré savait aller à l'essentiel sans négliger les détails.

Ce fils d'immigrés juifs hongrois né dans à Paris en 1934 ne s'est pas contenté de dessiner des « Miquets », il a révolutionné la BD française, en se libérant des codes habituels, en explosant le cadre traditionnel de la case, en introduisant, via sa célèbre Coccinelle, de l'intertextualité. Pour tout cela, respect M. Gotlib !

Passéisme

Le cas Macron

Littérature

Bob

Dylan

p. 10

Idées

Pierre

Boutang

p. 9

Fernand Bonnier de La Chapelle

Le 24 décembre 1942, Fernand Bonnier de La Chapelle, jeune patriote engagé au Corps franc d'Afrique, exécute l'amiral Darlan. La Nouvelle Action royaliste appelle à lui rendre hommage.

Une vie droite, selon la tradition familiale. Un oncle général, un autre lieutenant-colonel, un père chevalier de la Légion d'honneur et décoré de la Croix de guerre pour ses exploits sur les champs de bataille de la Grande Guerre. Lecteur de *L'Action française* à la fin des années trente mais point militant, Fernand Bonnier de La Chapelle n'accepte pas la défaite et participe à la manifestation spontanée qui rassemble des lycéens, des étudiants et des professeurs au pied de la statue de Clemenceau le 11 novembre 1940. Après avoir tenté de passer en Angleterre, il franchit clandestinement la ligne de démarcation et gagne Alger où il reprend ses études en vue du baccalauréat, qu'il obtient brillamment. (1) Il habite cette ville lorsque le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942 y provoque une situation politique confuse et bien vite explosive.

Dans la nuit du 7 au 8 novembre, quatre cents jeunes hommes commandés par un étudiant en médecine, José Aboulker, prennent le contrôle d'Alger. Ils arrêtent l'amiral Darlan, arrivé peu avant pour une visite privée, et plusieurs généraux. L'opération est supervisée par un résistant gaulliste et monarchiste, Henri d'Astier de La Vigerie, qui est en relation avec les Alliés. Fernand Bonnier de La Chapelle, qui a par-

ticipé au coup de force, est furieux d'apprendre que les représentants du président Roosevelt décident de s'appuyer sur Darlan, qui prend le titre de Haut-commissaire de France en Afrique et signe des ordonnances « au nom du Maréchal ».

Pour les gaullistes, pour les royalistes qui se retrouvent autour du comte de Paris, pour d'innombrables Français de la métropole et des colonies, Darlan est un traître. Chef du gouvernement vichyste de février 1941 à avril 1942, l'amiral met en œuvre la politique de collaboration économique et militaire avec l'Allemagne voulue par le maréchal Pétain. En mai 1941, il signe avec Otto Abetz les protocoles de Paris qui prévoient que Vichy mettra des aérodromes syriens à la disposition de la Luftwaffe et ouvrira les ports de Bizerte et de Dakar aux navires allemands. De fait, des milliers de véhicules, des canons, des obus et des vivres sont fournis à Rommel pour son offensive de printemps. La trahison est évidente.

À Londres, le général de Gaulle juge que la prise de pouvoir de Darlan n'est pas acceptable, même si l'amiral, libéré le 8 novembre au matin par la garde mobile, a ordonné le cessez-le-feu. À Alger, le comte de Paris considère que Darlan fait obstacle à son propre projet, qui est de se faire désigner Haut-commissaire de la République par les conseils généraux d'Algérie en application de la loi Tréveneuc, puis de confier au général de Gaulle la charge du gouvernement et au général Giraud le commandement des forces fran-

çaises. (2) Ces intentions, rapportées par divers conseillers du Prince et du Général, ont alimenté la thèse d'un complot royaliste, gaulliste ou britannique. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, qui a consulté maintes archives, fait apparaître une vérité toute simple. (3) Personne n'a donné l'ordre d'exécuter Darlan. Le 18 novembre, quatre jeunes patriotes du Corps franc d'Afrique sont à l'entraînement. Ils décident de tuer l'amiral et tirent à la courte-paille : c'est Fernand Bonnier de La Chapelle qui est désigné. Comme il est chargé de la liaison avec Henri d'Astier, il fait part de son projet à celui-ci et à son assistant, l'abbé Cordier. Tous deux s'occupent de la propagande gaulliste en Algérie tout en s'efforçant de faire avancer les projets du comte de Paris. C'est l'abbé Cordier qui donne à Bonnier de La Chapelle des dollars, une arme... et l'absolution.

La veille de Noël, Darlan est abattu, à son bureau, de deux balles de pistolet. Fernand Bonnier de La Chapelle est arrêté. Conduit devant un tribunal illégal, il s'affirme gaulliste et royaliste et déclare : « J'ai fait justice d'un traître qui empêchait l'union des Français. » Condamné à mort et il est exécuté le 26 décembre. Le général Giraud porte la responsabilité de cette infamie.

Le 21 décembre 1945, un arrêt de la Chambre des révisions de la Cour d'Appel d'Alger jugera que Fernand Bonnier de La Chapelle avait agi « dans l'intérêt de la libération de la France. »

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. François-Marin Fleutot, *Des royalistes dans la Résistance*, Flammarion, 2000.

(2) Cf. Henri, comte de Paris, *Mémoires d'exil et de combats*, Atelier Marcel Jullian, 1979.

(3) Cf. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Gallimard, 1996.

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Respect - P 2 : Fernand Bonnier de La Chapelle - P 3 : Socialistes : La marche funèbre - P 3 : Écho de la presse : Toujours le populisme - P 4 : Fillon : Noël en novembre - P 5 : Asie : Péril jaune, noir ou rouge - P 6-7 : Pour en finir avec Macron - P 8 : Politique : Le dernier des Mohicans - P 9 : Idées : Le prodige Boutang - P 10 : Littérature : Bob Dylan - P 11 : Brèves : Commonwealth, Népal, Burundi, Birmanie - P 11 : Conseil national - Mercredis de la NAR - P 12 : Édito par Bertrand Renouvin : Autriche, Italie : étouffer l'incendie ?

La marche funèbre

François Hollande fut un très médiocre Premier secrétaire du Parti socialiste. Il l'est resté lorsqu'il est entré à l'Élysée. Il le restera jusqu'à la fin de son mandat.

De l'avis général, François Hollande a prononcé le 1^{er} décembre une fort digne allocution. Cette dignité de l'avant-dernière heure n'efface pas l'indignité du comportement d'un homme qui n'a jamais compris ce qu'est un chef d'État.

On se souvient sans doute que le député-maire de Tulle avait rempli pendant près de onze ans (1997-2008) la fonction de Premier secrétaire du Parti socialiste. Dans cette éminente fonction, ce disciple de Jacques Delors avait fait campagne en faveur du prétendu Traité constitutionnel européen en 2005, gagné un référendum interne sur le sujet et perdu devant la nation au soir du 29 mai 2005. Il ne dut ensuite son salut qu'à l'absence de conviction de Laurent Fabius, qui renonça très vite au combat pour la souveraineté nationale. Il survécut aussi à la défaite de Ségolène Royal en 2007, grâce à son sens de la manœuvre d'appareil et de la synthèse molle.

Entré à l'Élysée à la suite de l'accident de parcours de Dominique Strauss-Kahn et par rejet de Nicolas Sarkozy, il est resté le Premier secrétaire du Parti socialiste, toujours plus attentif aux équilibres de tendance dans les gouvernements successifs qu'à la définition et à la mise en œuvre d'une politique pour la France.

Au soir du 1^{er} décembre, l'homme au scooter s'est déclaré satisfait de son bilan - à l'exception du projet sur la déchéance de nationalité - mais c'est en Premier secrétaire qu'il a annoncé ne pas pouvoir se représenter, faute de parvenir cette fois à faire la synthèse de courants résolument hostile à sa candidature, effectivement suicidaire.

Ce prétendu socialiste, naufrageur du socialisme français, est si peu pénétré de l'esprit de la V^e République qu'il avait accepté de se présenter aux primaires de la gauche. Puis il a compris, très tard, qu'il serait broyé par la machinerie des primaires sans comprendre qui sa mise à mort sanctionnait ses erreurs et ses fautes. Le retrait de François Hollande pourrait lui permettre de devenir président de la République pendant les derniers mois de son mandat. Pas complètement, parce que l'indépendance nationale, il ne sait pas ce que c'est. Mais il pourrait du moins assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics par son arbitrage. Il est probable qu'il se contentera de faire ce qu'il aime : commenter les événements et bricoler dans l'appareil de son parti. Mais l'appareil lui échappe et les candidats vont s'entretuer - surtout Manuel Valls à l'aile droite et Arnaud Montebourg au centre gauche.

À l'écart de cette foire d'empoigne, gaullien dans sa démarche, Jean-Luc Mélenchon peut coiffer les « solfériniens » au poteau lors du premier tour de la présidentielle et détruire le Parti socialiste français comme Syriza a détruit le Parti socialiste grec. Bien des obstacles se dressent sur la route du candidat de la « France insoumise » mais, en la matière, François Hollande n'est pas plus redoutable qu'un caillou dans un croquet.

Annette DELRANCK

Toujours le populisme

Le débat sur le populisme continue. Dans l'arène politique, le mot est devenu une insulte. Mais l'intimidation n'empêche pas les mises au point judicieuses.

Dans *Le Figaro*, (1) Pierre-André Taguieff observe que « Sur la scène médiatique, la " menace populiste " largement fantasmée entre en concurrence avec la " menace islamiste " dont le visage est dessiné par les djihadistes, nouveaux fanatiques aux comportements barbares. L'analogie est à l'évidence trompeuse. On ne saurait mettre sur le même plan la menace incarnée par les tenants d'une nouvelle barbarie totalitaire et le risque de voir arriver au pouvoir, par les urnes, des démagogues plus ou moins autoritaires. Ce qu'on appelle " populisme " devrait désigner en toute rigueur l'appel au peuple sans médiations et le rejet des élites dirigeantes accusées de confisquer la démocratie, ce qui définit une orientation hyperdémocratique - instrumentalisée souvent par de nouveaux démagogues de droite ou de gauche. Or, la mise en scène du populisme en tant qu'ennemi consiste à l'opposer globalement à " la démocratie ". Les partisans de la démocratie directe sont par là diabolisés en tant qu'ennemis de " la démocratie ". Il est à craindre que, sous la " démocratie " ainsi invoquée, ne se cachent les membres et les bénéficiaires de systèmes oligarchiques, soucieux de défendre leurs privilèges ou leurs intérêts. »

Selon cette définition, Marine Le Pen n'est pas populiste puisqu'elle reconnaît la V^e République et accepte par conséquent les médiations de la démocratie parlementaire qu'elle veut utiliser pour changer - mais dans quelle mesure ? - l'élite qui détient le pouvoir. Pour la Nouvelle Action royaliste, le Front national est un parti nationaliste, classique par sa xénophobie, moderne par son absence de doctrine qui lui permet d'être un « parti attrape-tout ».

Dans *Le Point* du 3 novembre, Marcel Gauchet et Emmanuel Todd confrontent leurs analyses dans un débat passionnant sur les États-Unis, à la veille de l'élection de Donald Trump, sur les fractures sociales françaises qui s'aggravent et sur le Front national. Emmanuel Todd affirme que « la bonne description du clivage politique est malheureusement celle de Marine Le Pen, c'est-à-dire un clivage entre patriotes et mondialistes, avec ce ridicule sursurplus que le FN lui-même n'est pas patriote puisqu'il affaiblit la France en excluant certains Français. » Marcel Gauchet partage ce point de vue : puisqu'il y a un problème avec l'immigration, « le but doit être d'intégrer les immigrés, non de les rejeter. Le Front national est le terrible symptôme d'une société qui ne parvient à s'avouer ses difficultés que sur un mode pathologique. » Emmanuel Todd conclut que le programme économique du Front national « suppose un principe de solidarité territoriale entre tous les gens qui souffrent dans l'Hexagone. La condition numéro un d'une sortie réussie de l'euro est la réconciliation de tous les Français. » Il faut espérer que ce débat portera Florian Philippot à la méditation.

Jacques BLANGY

(1) <http://premium.lefigaro.fr/voix/politique/2016/11/24/31001-20161124ARTFIG00303-pierre-andre-taguieff-le-8220populisme8221-ce-mot-passe-partout.php>

Noël en novembre

Traité de tous les noms d'oiseaux réactionnaires, le vainqueur des primaires suscite de nombreux ralliements. Mais à quoi ?

On peut toujours compter sur la gauche mondaine pour se tromper sur l'adversaire. Ainsi Pierre Bergé, *Libération* et toute la gauche « sociétale » qui ont violemment dénoncé François Fillon comme un intégriste catholique préparant le retour de Vichy. Curieuse gauche, comme le remarque Laurent Bouvet, qui pleure Fidel Castro le samedi et va voter Juppé le dimanche...

François Fillon n'est pas réactionnaire : il est dans la modernité sans que celle-ci le fascine mais sans qu'il veuille restaurer le passé ou du moins une certaine image nostalgique de celui-ci. De bons observateurs le décrivent comme un conservateur libéral ou comme un libéral gaulliste. Pourtant, la logique du marché dynamite les sociétés. Pourtant, le gaullisme fut principalement et heureusement un dirigisme. Le débat est ouvert sur un éventuel « fillonnisme » mais je crains qu'on aille trop vite dans les définitions, au vu d'un programme conçu pour la primaire. François Fillon le maintiendra-t-il intégralement lorsque la bataille s'engagera et que dira-t-il pour le second tour ? Nous n'en savons rien mais nous nous souvenons de la tonalité gaullienne des discours de Nicolas Sarkozy en 2007 et de François Hollande déclarant la guerre à la Finance en 2012.

Pour le moment, François Fillon n'est qu'un habile candidat qui a su séduire une fraction de l'électorat de droite, urbaine, diplômée et plutôt âgée, et qui voit se presser autour de lui des personnages aussi différents qu'Yvon Gattaz, président du Medef, Aymeric Chauprade, exclu du Front national pour dérive extrémiste, Gérard Larcher, président du Sénat, le réactionnaire Philippe de Villiers - sans oublier Paul-Marie Coûteaux, opportuniste notoire en quête d'un dernier plaçou. (1) Cette

bousculade signifie que le programme de François Fillon contient des ingrédients suffisamment variés pour que toutes les droites y trouvent leur compte. Nous aurons tout le temps, dans les mois qui viennent, d'examiner les principaux points de son programme. Je me bornerai cette semaine à quatre constats :

Comme les autres candidats, François Fillon parle et propose comme si le président de la République avait de fait l'initiative des lois, le Premier ministre, le gouvernement et l'Assemblée nationale étant à sa botte. Ce n'est ni la lettre, ni l'esprit de la Constitution gaullienne. Avec ce candidat, nous ne sortirions pas de la gouvernance oligarchique largement favorisée par l'élection quinquennale.

Comme les libéraux des années trente face à la Dépression - comme Pierre Laval, Heinrich Brüning et Ramsay MacDonald -, François Fillon est **partisan de la déflation**. La baisse massive des dépenses publiques, des impôts, des cotisations patronales, des retraites effectives et des salaires réels entraîne nécessairement une baisse de la demande et de l'investissement, donc une baisse de l'activité économique, une augmentation du chômage et de la pauvreté. Cette logique économique dont les effets ont été systématiquement dénoncés après guerre et qui est maintenant mise en cause par le Fonds monétaire international, serait d'autant plus désastreuse dans la France de 2017 que l'économie nationale est très déprimée.

À la frénésie déflationniste s'accompagne la volonté de **détruire la Sécurité sociale**. Comme toujours lorsqu'il s'agit des réformes libérales, on affirme sauver ce que l'on veut réduire ou ruiner : le système des retraites, le pouvoir d'achat, la protection sociale... Le raisonnement est toujours le même : on n'a plus d'argent, on ne peut plus dépenser comme avant, il faut sauver ce qui peut l'être... Dans le programme de François Fillon, cela prend la forme de deux « paniers » :

le « panier de soins solidaires » dans lequel se trouvent les affections graves ou de longue durée qui sont à la charge de l'assurance-maladie ; le « panier de soins individuel » qui relève des compagnies d'assurances privées. Cela signifie que l'assurance maladie sera partiellement privatisée, au mépris des principes qui ont présidé à l'organisation de la Sécurité sociale à la Libération, au mépris du Préambule de 1946 qui affirme que la Nation « *garantit à tous [...] la protection de la santé...* ».

La politique de déflation et la destruction du système français de protection sociale - destruction parce que la solidarité devient d'exception - s'inscrivent dans un projet européen centré sur le renforcement de la zone euro. François Fillon écrit dans son programme qu'il veut « *une France souveraine dans une Europe respectueuse des nations.* » La formulation est excellente mais elle apparaît comme une simple esbroufe lorsqu'on lit qu'il faut « faire de l'euro un outil de notre souveraineté. » L'euro qui nous a dépossédés de notre souveraineté monétaire serait donc le moyen de notre souveraineté nationale ? Le tour de passe-passe est d'autant plus grotesque que François Fillon souhaite « *doter la zone euro d'un directoire politique* », « *créer un Secrétariat général de la zone euro* » et « *créer, à terme, une fois la convergence fiscale achevée, un Trésor européen avec une mise en commun des dettes.* » C'est nous enfermer encore plus dans la broyeuse monétaire en faisant le pari, toujours perdu, que les Allemands accepteront ce qu'ils ne peuvent accepter - la mise en commun des dettes - en faisant toutes les réformes déflationnistes et antisociales qu'ils souhaitent. Nous voyons bien, en Grèce, que les Allemands trouvent qu'on n'en fait jamais assez et ne bougent pas d'un pouce ! François Fillon s'abuse-t-il ou veut-il nous abuser ?

Sylvie FERNOY

(1) Dans la Corrèze d'Henri Queuille et de Jacques Chirac, le plaçou est le petit emploi que l'on fait attribuer aux bons agents électoraux.

Péril jaune, noir ou rouge ?

La Chine a abandonné sa politique de l'enfant unique et sa démographie repart à la hausse. Le déséquilibre du monde est autant sinon plus asiatique qu'africain ou latino. Que l'Europe l'oublie ou ne veuille voir que les seconds n'est pas neutre.

Si la question des migrations internationales est globale, une fois admis qu'il ne s'agit pas d'être pour ou contre, que le phénomène n'est pas bon ou mauvais en soi, que tout laisse croire qu'il va s'accélérer, le débat se déplace sur le terrain des politiques à mener et de l'évaluation des risques qui évoluent constamment d'une région à l'autre. Bien plus qu'économique, il est chargé de considérations autant politiques que sociales. La réduction de la pauvreté dans les pays émergents ne resserre pas les écarts de revenus tout en permettant à plus de monde de payer les frais du voyage. De toute manière une politique d'aide au développement ne saurait être guidée par des motivations aussi égoïstes mais surtout naïves que celles de vouloir freiner l'émigration ou hier la contagion du SIDA ou d'Ébola. Elle doit être voulue pour elle-même.

Un économiste britannique de renom, Paul Collier, spécialiste des pays les plus pauvres, pense que l'organisation politique et sociale des pays de départ compte plus que les conditions économiques. (1) Bien que consultant auprès de la Banque Mondiale, il ne croit néanmoins pas en l'efficacité d'une politique active de contrôle des naissances. À supposer qu'elle soit souhaitable, la politique de l'enfant unique n'est reproductible nulle part ailleurs. Collier ne croit pas non plus que les migrants vont compenser la dépopulation de l'Europe. La démographie n'est pas selon lui le critère déterminant de la migration.

L'expert attribue le facteur principal au rôle des diasporas. Les Anglo-saxons utilisent ce terme en un sens

différent de nous pour lesquels la notion de diaspora reste liée au judaïsme. Le concept a resurgi récemment avec le traitement contemporain de l'esclavage, notamment le cas antillais. Il s'acclimate difficilement à l'universalisme français. Quoi qu'il en soit, Collier prend pour variable le maintien ou non des liens des migrants avec un pays ou une ethnie de référence : plus une diaspora est nombreuse et plus elle est distante culturellement ou socialement du groupe dominant dans le pays d'accueil plus elle attirerait de nouveaux migrants de son pays d'origine et moins ceux-ci seraient « absorbés », donc plus elle grossit comme « minorité ».

Le modèle ainsi construit (en 2013) a été brutalement démenti par le référendum sur le Brexit. Le rejet le plus fort s'est exercé à l'encontre du plombier polonais et de la coiffeuse tchèque et non des Indo-pakistanaïsi ni des Bangladaïsi, ces derniers pris par Collier pour principal exemple de diaspora non intégrée. L'effet Trump a relativisé l'opposition faite par Collier entre Mexicains et Somaliens. Pour la France Collier prenait « au hasard » comme exemples de cas extrêmes les Algériens et les Chinois.

Ce genre de débats « culturalistes » d'une part n'a rien d'économique d'autre part ne mène nulle part ou plutôt au pire. On l'a malheureusement vu s'étaler dans la campagne pour les primaires. *Royaliste* en a déjà fait litige sur un plan global. (2) Reste ce point souvent aveugle car délicat de l'opposition faite entre l'Afrique et l'Asie. L'Afrique, nous dit-on, aura en 2030 la population de la Chine d'aujourd'hui : 1,4 milliard (à condition d'y inclure l'Afrique du nord). Pourquoi s'alarmer plus de l'une que de l'autre ? Pourquoi y aurait-il une plus forte probabilité que les migrants de demain viennent du Sahel en plus grand nombre que du Gansu. La Chine est un seul pays, l'Afrique cinquante États. Migrations transfrontalières en Afrique, migrations internes en Chine. On gomme ainsi

240 millions de migrants internes à la Chine, soit le total des migrants internationaux dans le monde en 2013 (dont seulement 110 sont sud-nord) ! La Chine compte en outre un stock de plus de 60 millions de Chinois à l'étranger, une diaspora chinoise qui est en mesure d'attirer plus efficacement ses ressortissants que les Africains. L'Afrique ferait peur à cause non de sa surpopulation (les plus faibles densités sauf exceptions) mais de sa fécondité (six enfants par femme au Sahel ou au Kenya). Or quid des conséquences de quarante ans d'enfant unique sur l'appétit de puissance de la Chine ? *Quid* maintenant des conséquences sur les migrations de la reprise de son essor démographique ? L'Inde autre concurrent pour la première place démographique ne se retrouve-t-elle pas face au problème dramatique du déficit de filles (dont beaucoup sont tuées à la naissance) qui empêche un jeune indien sur deux (outre le problème des castes) de se marier et donc conduit à l'expatriation ?

Dans les toutes dernières années, ces deux migrations, chinoise et indienne, ont d'ores et déjà dépassé aux États-Unis celles en provenance d'Amérique latine et constituent depuis plus longtemps la moitié de l'immigration au Canada. Un étudiant chinois aux États-Unis (ils sont deux millions) sur deux ne rentre pas en Chine. Les étudiants originaires d'Asie sont majoritaires dans les facultés de droit canadiennes, c'est-à-dire demain dans le système judiciaire et les professions juridiques. Le phénomène est plus diffus et moins bien appréhendé en Europe parce que, modèle Collier oblige, les Chinois se fondent dans la communauté. Leur « taux d'absorption » dit-il est le plus élevé. Il se confond également avec une stratégie d'investissement. Ce n'est évidemment pas le cas des « boat people » arrivant du Sahel ou de la Corne de l'Afrique. Deux poids deux mesures.

Yves LA MARCK

(1) Paul Collier, « *Exodus. Immigration and Multiculturalism in the 21st Century* », Penguin books, 2014, non traduit.

(2) Numéro 1109, pages 6-7, « *Onze milliards d'humains en 2100 et moi et moi et moi* », François Villemonteix.

Pour en finir avec Macron

Les économistes Frédéric Farah et Thomas Porcher avaient fait l'effort de décortiquer le Tafta. (1) Ils récidivent avec un petit livre démontrant le vide sidéral du discours d'Emmanuel Macron. Frédéric Farah a bien voulu nous le présenter.

Royaliste : Introduction inquiète à la Macron-Économie.(2) Le titre du livre intrigue ?

Frédéric Farah : Nous sommes économistes. Nous avons fait un petit jeu de mots sur macro-économie. Cela dit M. Macron n'a pas produit un corps de doctrine, plutôt un corps de slogans. Depuis deux ans, il a distillé dans la presse toute une série de phrases qui le font passer pour l'incarnation de la modernité, du renouvellement de la classe politique française. Il a même monté un mouvement *En marche*, et lancé une « grande marche » ciblée par la *star-up* de stratégie électorale, l'agence Liegey-Muller-Pons. Emmanuel Macron a conclu un contrat, avec elle, pour développer son mouvement et pour présenter son diagnostic aux Français. Nous avons lu tout ce qu'il a écrit et écouté tout ce qu'il a dit, pour essayer de voir ce qui s'en dégage.

Royaliste : Quelques exemples de ses propos ?

Frédéric Farah : « *Il y a un conservatisme de gauche qui n'est pas la réforme.* ». Ou bien : « *La gauche a cru que la France pouvait aller mieux en travaillant moins.* ». Et encore : « *Il faut des jeunes Français qui aient envie d'être milliardaires.* » Sans oublier : « *Il y a une politique de fainéants et il y a la politique des artisans.* »

Royaliste : Tout cela n'est pas nouveau...

Frédéric Farah : Derrière la modernité apparente du personnage il y a en effet un ensemble d'idées, si je puis employer ce mot, qui a trouvé sa traduction dans les politiques économiques mises en œuvre depuis trente ans par des gouvernements de droite comme de gauche. Yvon Gattaz, par exemple, avait déjà présenté l'année 1983 comme celle de la flexibilité. Plus de trente ans plus tard, on nous apprend que la flexibilité est une idée neuve ! Macron reprend des vieilles lunes qu'il essaie de présenter de manière nouvelle.

Royaliste : Mais en quoi est-ce inquiétant ?

Frédéric Farah : Économiquement, les préconisations de M. Macron on les a vues à l'œuvre depuis trente ans, au nom, pour faire un clin d'œil à Alain Minc, du « cercle de la raison ». C'est-à-dire au nom de l'adaptation à cette chose mal définie qui s'appelle la mondialisation ou de cette autre chose tout aussi mal définie qui s'appelle la modernisation. C'est un avatar du progrès sans finalité. M. Macron nous demande de continuer à appliquer des recettes inefficaces, de garder une équipe qui perd.

Royaliste : Inefficaces et aussi socialement très agressives ?

Frédéric Farah : La pensée de M. Macron illustre bien les dégâts du chômage de masse. Quand ce dernier apparaît dans les années 70, il y avait un discours de compassion relative sur les chômeurs et leur réalité. On considérait alors que les chômeurs subissaient une situation. Trente ans après, lui a succédé un discours de stigmatisation. Les chômeurs sont rendus responsables. Ils ne

veulent pas travailler car ils sont paresseux. M. Macron nous dit : « *si j'étais chômeur, je n'attendrais pas tout de l'autre.* » Mais il se garde bien de dire que seulement 40 % des chômeurs sont indemnisés. Il y a visiblement toute une partie d'entre eux qui n'attendent plus rien de l'autre depuis longtemps.

Royaliste : Étrangement, vous avez retrouvé ce même discours culpabilisant dans un texte anglais du XIXe siècle ?

Frédéric Farah : En 1834, il y a eu en Angleterre un débat pour savoir si la loi d'aide aux pauvres alors en vigueur ne les incitait pas à rester sans travail. J'ai retrouvé des citations qui font croire que M. Macron vivait en 1834 ! Un député anglais de l'époque affirmait par exemple : « *On trouve des gens qui préfèrent vivre des pensions de la paroisse et une vie paresseuse à des salaires élevés en contrepartie d'un dur labeur.* » L'économiste Malthus, pour sa part, expliquait que seule l'Angleterre offrait pareille chose, que les voisins ne faisaient pas comme ça et qu'il fallait les imiter ! On voulait déjà abolir une loi protectrice car on estimait qu'en privant ces pauvres qui disposaient d'une aide indue, on allait mettre sur le marché du travail une main d'œuvre abondante et bon marché. Quand j'entends M. Macron ou d'autres dire que les chômeurs préfèrent l'assistance, il n'y a rien de neuf sous le soleil.

Royaliste : Macron incarne pourtant la modernité !

Frédéric Farah : Une fausse modernité. Dans *La grande transformation*, Karl Polanyi explique qu'après cette loi de 1834 le travail devient plus que jamais une marchandise à disposition du marché. La vraie modernité, c'est celle qu'on a essayé de construire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour transformer le travail qui n'était qu'une marchandise en un projet, avec une série de protections et de garanties. C'était une vraie mutation.

Royaliste : Finalement, n'y a-t-il pas chez Macron un vieux fond libéral ?

Frédéric Farah : Le discours macronien est extrêmement individualiste. Il laisse croire que l'individu est responsable de sa situation. Donnons-lui un ordinateur et, avec un statut d'entrepreneur et de la bonne volonté, on obtient la Silicon Valley. Pourtant, le propre succès de M. Macron se fonde uniquement sur du collectif. Il a autour de lui tout un ensemble de réseaux de grandes entreprises, de financiers, de politiques. Il y a tout un discours qui promeut le risque et la logique individualiste mais qui s'appuie sur un réseau collectif extrêmement puissant, sans lequel M. Macron et sa bonne volonté individuelle ne pèseraient pas lourd.

Royaliste : N'y a-t-il pas alors une part de mauvaise foi dans le discours de l'ancien ministre de l'Économie ?

Frédéric Farah : M. Macron aime bien dire qu'il n'est pas du système, alors qu'il en est, même s'il n'a pas été élu. Ce qui est frappant et inquiétant, c'est que M. Macron est le symptôme de la déliquescence politique. Il est intéressant à étudier pour ce qu'il révèle de l'état du débat public. Si le cadre européen ne change pas, on peut juste introduire encore un peu plus de flexibilité dans le travail. Mais sur le fond, on n'apporte rien. À partir du moment où un pays renonce à sa souveraineté budgétaire et monétaire, il ne lui reste plus qu'à amuser avec quelque chose qui doit nous divertir. M. Macron remplit cette mission.

Royaliste : Emmanuel Macron a pourtant été présenté comme le candidat de la « mondialisation heureuse » ?

Frédéric Farah : C'est ça qui est inquiétant. Dans son discours de Strasbourg ou dans son discours aux réformateurs européens, il dit avoir trois grandes valeurs : la souveraineté, l'identité et la démocratie. Je me suis d'abord dit : c'est extraordinaire ! Mais en fait, on lui a expliqué que c'était les trois thèmes du moment et qu'il fallait les recycler. La souveraineté de M. Macron n'est pas la souveraineté crispée, nationaliste. C'est la souveraineté européenne qui nous permettrait de peser dans les relations internationales. L'identité, n'est pas le repli sur nos chapelles, c'est nos valeurs européennes. Quand à la démocratie,

M. Macron a expliqué qu'on allait faire des consultations des citoyens pour discuter sur les projets européens, mais bien balisées. Il faudra sélectionner, par exemple si les citoyens disaient ne plus vouloir de l'euro.

Royaliste : En fait, Macron dit en gros la même chose que les autres candidats à l'élection présidentielle ?

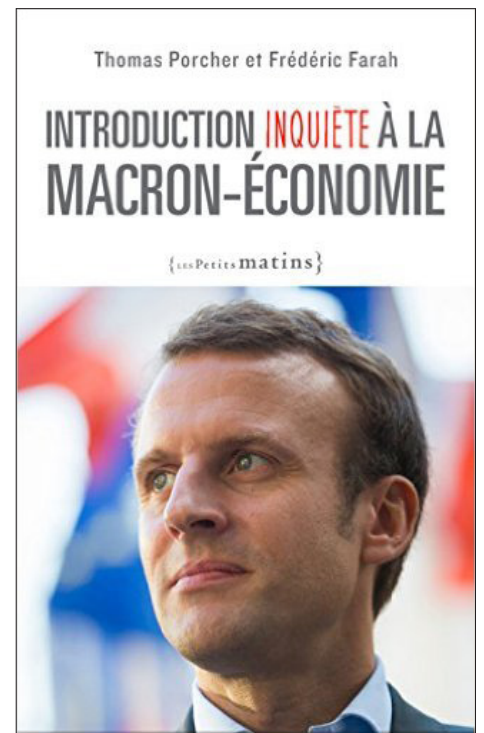
Frédéric Farah : Il ne propose rien de neuf économiquement et socialement. À partir du moment où on accepte le cadre européen, il n'y a pas grand chose qui distingue M. Macron de M. Juppé. La déréglementation a déjà été faite avant lui en Europe. La libéralisation du transport et la réforme des professions réglementées ont été mises en œuvre en Italie dès 2006. Il est très important de définir le terme de réforme. Il y a un réformisme de droite et un réformisme de gauche. M. Macron incarne une forme de réformisme de droite qui a confiance dans le marché. Il faut en élargir le périmètre. Il faut lui confier l'organisation de nos sociétés. Pour citer encore Karl Polanyi, « l'économie de marché conduit à la société de marché. » M. Macron est dans la logique de la concurrence poussée à l'extrême qui n'est pas libre et est évidemment faussée.

Royaliste : Il n'est donc pas un réformiste de gauche ?

Frédéric Farah : M. Macron n'a même pas besoin de dire qu'il n'est pas socialiste. On le sait puisque les socialistes eux-mêmes ne le sont plus. Un réformisme de gauche a du mal à exister. Il se caractériserait par une défiance envers la société, une remise en cause des cadres européens existants, le souci d'une certaine transition énergétique. Il chercherait aussi à remettre du droit social dans l'économie de plateforme, l'ubérisation, à réorganiser du collectif à l'heure de l'individualisation des carrières. Il y aurait tout un chantier pour une certaine gauche si elle voulait exister.

Royaliste : Ses derniers discours montrent pourtant une inflexion ?

Frédéric Farah : Comme on l'accuse de libéralisme échevelé, M. Macron a essayé de se rendre plus sympathique, plus soucieux des inégalités. Mais il ne



faût pas être dupe. Il faut aussi se souvenir des phrases qu'il a prononcées quand il a perdu son contrôle. Quand il dit à des ouvriers : « t'as qu'à bosser si tu veux mon costume », il y a là l'expression, pour employer un terme ancien, d'un mépris de classe, la sienne.

Royaliste : Alors Macron n'apporte vraiment rien ?

Frédéric Farah : Avec Thomas Porcher, nous avons voulu montrer que les propos de M. Macron, confrontés aux faits, ne tiennent ni économiquement ni socialement. À mon avis, il va connaître le destin de candidats sur lesquels on a beaucoup misé et aujourd'hui oubliés comme Balladur ou Madelin. M. Macron, c'est la beauté de l'éphémère. D'un point de vue électoral, il est regrettable de redonner crédit à une politique déjà tentée. Mais persévérer est diabolique. Il faut en finir. La France mérite mieux que ça.

**Propos recueillis par
Laurent LAGADEC**

(1) Frédéric Farah & Thomas Porcher, **Tafta, l'accord du plus fort**, Max Milo, coll. Essais-Documents, oct./ 2014, 61 pages, prix public : 6,90 €.

(2) Frédéric Farah & Thomas Porcher, **Introduction inquiète à la Macron-Économie**, Les petits matins, oct./2016, prix public : 10 €.

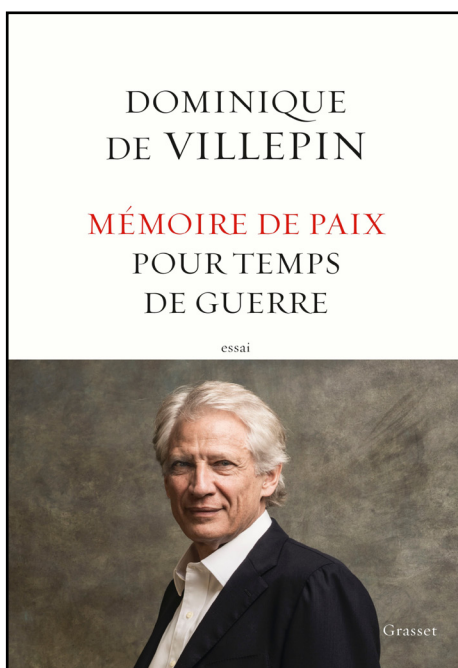
Le dernier des Mohicans

Prés de quatorze ans après le coup d'éclat de la France à l'ONU contre la guerre en Irak (14 février 2003), peut-on renouer les fils d'un discours sur la paix ? Son auteur nous revient après une longue absence

Réflexion sur un gâchis : dix ans de néo-conservatisme sous les noms peu glorieux de Sarkozy et Hollande nous donnent la nostalgie de ce temps béni du Quai d'Orsay, héros de BD, de l'imagination au pouvoir, d'une idée par minute et par page, balayant tout sur son passage comme Bonaparte à Arcole. L'orphelin de Chirac rêve encore depuis Sainte-Hélène d'une France pour le monde, d'un James Bond qui court de Caracas à Marrakech et dévale la nouvelle route de la soie. A un Français bien né, rien d'impossible. Pour cette seconde saison sans attendre « vingt ans après », Dominique d'Aragnan n'a rien perdu de sa verdeur et de son agilité d'esprit. Le brasseur veut réconcilier l'ONU et les États, l'Europe et la France, Paris-Berlin et Moscou, et sauver la paix du monde.

Réflexion sur un échec : hymne à la gloire des ressorts de la diplomatie, jusqu'à la rouerie - de Talleyrand à Roland Dumas -, manuel du petit négociateur, regorgeant d'idées originales, l'auteur-acteur se compare volontiers à Aristide Briand dont il serait le Philippe Berthelot - Briand est, lui, comparé à de Gaulle -, illusionniste qui disait que « sa présence seule exorcisait la guerre » et « avait fini par le croire » (Bainville), qu'il saurait bien constamment en repousser l'échéance telle Shéhérazade inventant chaque nuit un nouveau conte. Mais voilà, le prince Bush, lui, n'a pas cédé. Il a lancé ses troupes sur Bagdad et depuis nous avons les conséquences. Qu'a-t-il manqué ? Le discours tourne court.

Réflexion sur le temps : au cœur d'une contre-cellule de crise, opérant sur plusieurs lignes à la fois, devant un planisphère où tous les voyants clignotent, le capitaine de Villepin se croit toujours comme Tom Cruise le jour d'avant, avant l'accident, avant la catastrophe, avant la déflagration.



Parce qu'il a tout prévu, qu'il sait d'avance ce qui risque d'arriver et qu'il croit être en mesure de l'empêcher. Il imagine d'ailleurs ce pilotage au niveau de l'Organisation des Nations unies en laquelle il manifeste une confiance déterminée et un volontarisme inébranlable et pour laquelle il a plus de solutions que pour sortir la pauvre diplomatie française de ses impasses. A tel point qu'on pourrait le soupçonner de briguer quelque fonction à ce niveau. Parfois son acharnement rejoint la méthode Coué. Parce que l'on parlerait de paix, toujours et partout, on écarterait le risque de guerre. Le verbe précédant l'action ou se substituant à elle.

Réflexion sur l'action : l'action n'est pas la guerre. Il n'y a pas d'inévitabilité de la guerre. Il n'y a que des paresseux. La guerre ne saurait

être qu'un instrument de dernier recours quand on a tout essayé. Or par paresse, par commodité, les politiques abandonnent trop vite leurs responsabilités et appellent les militaires. Le mot de « guerre » devrait être tabou. « Guerre au terrorisme », « nous sommes en guerre », cette rhétorique à usage électoral interne encouragée par des médias en quête d'images-choc est proprement suicidaire. L'ancien ministre des Affaires étrangères n'en démord pas : rejoindre l'Otan a été une « erreur majeure » : « Toute alliance conduit à la guerre. Cette conviction des Grecs et des Romains s'enracinait dans l'histoire de la guerre du Péloponnèse ». Il faut décélérer, freiner, enclencher la marche arrière.

L'objet de l'essai n'est pas seulement de satisfaire un ego ou de régler des comptes personnels. Il est certes de réhabiliter le Quai méprisé par deux présidents successifs et diminué face aux militaires à la faveur d'interventions répétées trop souvent déconnectées du diplomatique. La paix ne saurait se décréter. Elle ne se décide pas unilatéralement. Il faut être plusieurs. Dominique de Villepin l'a compris qui ces derniers temps a cherché des partenaires, des « passerelles », au Qatar, au Maroc, deux lieux de prédilection, mais il en est d'autres, pour une mise en réseau ou en résonance et une démultiplication de l'action. A l'intérieur, c'est-à-dire ce qui relève du suffrage du peuple, c'est l'amère solitude de l'homme qui crie dans le désert.

Yves LA MARCK

(1) Dominique de Villepin, *Mémoire de paix pour temps de guerre*, essai, Grasset, nov./2016, 672 pages, prix public : 24 €.

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

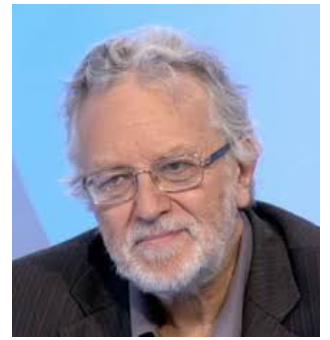
<http://archivesroyalistes.org>

Le prodige Boutang

Le centenaire de la naissance de Pierre Boutang n'a pas donné lieu qu'à la biographie de Stéphane Giocanti. (1) Il est l'occasion de réflexions et de travaux que ne manquera pas de faire rebondir la publication si attendue de ses cahiers, grâce à Pierre-Guillaume de Roux. Le numéro spécial de La nouvelle Revue universelle, dirigé par Christian Franchet d'Esperey et Axel Tisserand, donne une idée exhaustive de l'étonnante prodigalité d'un héritage à l'image d'une personnalité définie exactement par George Steiner comme « *véhémence d'être* ». Cette véhémence, le témoignage d'une de ses étudiantes, Gertrude Dubus, nous la communique en direct, en se faisant l'écho de sa parole, tant il était, et demeure « *celui qui porte le logos comme la lumière* » : « *Boutang nous donne à vivre que le langage est un fleuve puissant dans lequel nous nous noyons, essayons de nager, apercevant le rivage, puis des crêtes et des vagues nous font boire la tasse, ce fleuve charrie les choses, les emporte, creuse son lit... comprendre Boutang ? Impossible ! Le lire ? Oui ! Et se laisser renverser, étonner, bousculer, balloter, saisir... dans cette lecture, ce n'est pas nous qui saisissons, c'est le langage qui nous saisit. (...) Dans ce flot intarissable il nous donne ses découvertes, comme un enfant prodigue, dilapidant son bien, ne retenant pas pour lui seul les étymologies, les rêves et les songes, les inconnus trouvés, les citations perdues...* » Voilà qui peut décontenancer, et certains ne sont pas du tout à l'aise. Le père Thierry-Dominique Humbrecht qui exprime une continuité thomiste rigoureuse ne manque pas de marquer ses réserves, mais aussi son admiration : « *Pour qui chercherait un philosophe, dont la personnalité et la culture l'emportent sur l'histoire de l'interprétation, et en définitive pour quiconque serait attiré par une certaine façon de repenser la philosophie dans un ouvrage à nul autre pareil, rigoureux à sa manière mais surtout baroque, Ontologie du secret n'a pas fini de distiller ses parfums entre agacements et fascination.* »

Je ne suis pas sûr du tout que le mot baroque qualifie vraiment la manière de Pierre Boutang, en dépit de ce qu'elle évoque de munificence et de création. Cette manière inimitable, transgressive au sens où elle abolit les frontières disciplinaires entre philosophie, littérature, poésie, théologie, qualifie d'abord un infatigable pèlerin de l'être, en quête d'un secret qui ne se révèle pas sur le mode de l'exposition apodictique, fut-ce celui du traité métaphysique. Cela peut paraître invraisemblable, de la part d'un écrivain aussi prolixe et aussi doué, mais la pensée de l'auteur d'*Ontologie du secret* se distingue par sa « *longue guerre contre l'écrit* ». C'est la conviction centrale d'un de ses étudiants les plus proches, Henri Du Buit, qui s'efforce depuis des décennies de faire vibrer cette intuition centrale, dont on peut trouver l'expression la plus forte dans un passage du Purgatoire : « *On peut vouloir une libération, une révolution contre l'écriture, sans pitié alors, totale, à la différence de ce qui vient d'être tenté en charpie et trainasserie par cette fin de siècle. (...) Autre serait de retrouver la Source, la Parole, la vox cordis, rauque chanteuse, colombe souterraine. Il se faut quitter pour l'entendre, savoir seulement qu'elle existe.* » Ce peut être impossible à admettre et il y a une forte réticence de certains, qui, du coup, refoulent Boutang hors de la philosophie, chez les poètes. Mais en l'espèce, les poètes sont bien les vrais

porteurs de la parole originaire. De ce point de vue, poursuit Henri Du Buit, il y a bien une révolution copernicienne accomplie par Boutang, et qui consiste dans la déconstruction philosophique de la pensée « *issue de la Renaissance et des Lumières, culminant avec Kant, pour finalement retrouver le Je Suis Qui Je Suis - poursuivant ainsi Le mystère de l'être de Gabriel Marcel et le "Deus absconditus" de Pascal pour finalement revenir à saint Thomas d'Aquin. Mais Ontologie du secret est aussi à la métaphysique ce que Le château de Kafka est à la littérature : on s'y promène, on s'y perd, on s'y sent bien, on est effrayé puis on le relit et l'étudie pour en percer le secret.* » Le retour à Saint Thomas d'Aquin surprendra-t-il, tant l'auteur de La somme semble être le maître de la métaphysique discursive classique ? Oui, mais cette métaphysique est servante de la Révélation et donc du seul médiateur possible, qui n'est pas l'écrit, mais le Christ, Parole éternelle.



Remarque intéressante. Boutang se différencie de Maurras à partir de *L'avenir de l'intelligence*, qui est pourtant pour lui un ouvrage princeps. Car le problème du statut des lettrés n'est pas seulement lié à leur prétention de devenir rois, il dépend de la décision de déclasser la théologie. Maurras, écrit Boutang, « *délaisse le statut médiéval de l'intelligence et sans doute n'a-t-il jamais admis que l'apparition des Lettres profanes insurgées contre la royauté de la théologie - ce fut la « Renaissance » - put, malgré les splendeurs du génie, indiquer une chute, et une perte de l'ordre de l'esprit humain.* » Voilà qui mériterait d'ailleurs, une discussion, car l'humanisme de la Renaissance n'est pas exactement celui des Lumières. Pic de la Mirandole et Érasme n'ont pas rompu avec la théologie, ils l'ont renouvelée.

Quelle relation entre le Boutang philosophe et le Boutang politique ? Le numéro de La nouvelle Revue universelle ne pouvait éluder le sujet, même s'il n'est pas étudié pour lui-même. Frédéric Rouvillois, en choisissant d'aborder l'affrontement du penseur avec l'utopie, sous ses aspects les plus contemporains, met en évidence un conflit anthropologique, eu égard à ce qui constitue « *une agression délibérée contre la nature et l'histoire de l'homme : c'est-à-dire contre le fait que celles-ci se trouvent irrémédiablement marquées par le péché, le hasard, la mort, bref, par les différents modes de l'imperfection.* » Déjà, à quelque trente ans, lorsqu'il écrit *La politique comme souci*, Pierre Boutang s'oppose aux totalitarismes nazi et stalinien, à partir de son personnage chrétien. Les constructions utopiques, qui prétendent émanciper l'humanité, sont fondées sur l'ignorance ou le mépris du « *fonds aristotélicien de la pensée chrétienne* », sans lequel il y a perte de la souveraineté réelle de la personne, qui ne se conçoit que dans la reconnaissance de la finitude, où l'homme admet ses limites mais conquiert sa part de royauté.

Gérard LECLERC

La nouvelle Revue universelle, « **Boutang cent ans. 1916-2016** ». Contact: associationregalia@gmail.com

(1) Stéphane Giocanti, **Pierre Boutang, Grandes biographies**, Flammarion. Cf. Royaliste n° 1096. Il faut signaler plusieurs publications à l'occasion de ce centenaire : la réédition de *Reprendre le pouvoir*, Les Provinciales, présenté par Olivier Véron ; l'essai d'Henri Du Buit, *Le petit Boutang des philosophes*, Les Provinciales ; l'essai de Rémi Soulié, *Pour saluer Pierre Boutang*, Pierre-Guillaume de Roux.

Bob Dylan

Dans l'imaginaire populaire, « littérature » ne rime pas avec « succès commercial ». Forcément, avec des auteurs comme Marc Lévy et Guillaume Musso qui inondent nos librairies, il est plus que jamais important de faire la différence entre consommable et produit de luxe. On peut lire du roman de gare comme on mange un fast-food, il nourrit mais il ne vaudra jamais un restaurant gastronomique.

Les réac n'ont pas attendu avant de sauter à la gorge du jury du Nobel pour avoir récompensé Dylan. Finkielkraut y voit une apocalypse culturelle alors qu'Assouline pense que l'Académie suédoise a souhaité montrer qu'elle était toujours dans le coup, qu'elle était rebelle. Pourtant, la littérature n'a pas toujours été synonyme d'écrit et même, on peut dire qu'elle n'a été traduite par écrit que très tardivement. Les traditions orales présentes dans toutes les cultures, sur tous les continents ont toujours eu une importance majeure dans le développement des sociétés. Peut-on dire que l'Illiade et l'Odyssée ne sont pas des œuvres littéraires ? Pourtant, bien avant d'être mis par écrit, il s'agissait de textes chantés au même titre que Beowulf ou que l'ensemble de la littérature des griots africains. On parle même de « littérature de langue orale ». Qui refuserait de reconnaître un Georges Brassens ou un Léo Ferré comme des poètes ? Avec le mélange des cultures comme le slam peut le permettre, ce serait dommage de renoncer à profiter de la beauté de certains textes sous prétexte qu'ils sont appelés à être dits plutôt que lus. Alors, comment faire la différence entre une simple chanson et un poème chanté ? Je dirais que le texte doit se suffire à lui-même, ni la voix si particulière de Dylan, ni les effets scéniques, ni même la musique ne sont indispensables aux textes :

« *You used to laugh about
Everybody that was hangin' out
Now you don't talk so loud
Now you don't seem so proud
About having to be scrounging for your
next meal.* » (1)

Rappelons aussi que Dylan maîtrisait ses classiques et ses références littéraires sont aussi sûres qu'excellentes. D'origine anglo-saxonne, il ne pouvait faire l'impasse sur Shakespeare qu'il mentionne à de multiples reprises dans ses vers, passant tour à tour de Hamlet à Roméo et Juliette. Mais, son style, il va le chercher chez William Blake et William Butler Yeats, deux grands poètes classiques qui auront une influence non seulement sur les rimes et l'univers créé mais qui lui apporteront aussi un vocabulaire aussi riche que poétique. Dylan, c'est le trait d'union entre deux mondes. Venant d'une génération où se côtoyaient à la fois rock rebel et folk traditionnel, il a imposé un style tout à fait original qui tout en reniant pas le passé, allait définir la musique américaine pour plusieurs décennies.

« *Disillusioned words like bullets bark
As human gods aim for their mark
Make everything from toy guns that spark
To flesh-colored Christs that glow in the dark
It's easy to see without looking too far
That not much is really sacred.* » (2)

Plus encore que le style, rappelons aux bien-pensants que la marque du Nobel de littérature, n'est pas une référence à ses qualités esthétiques quoiqu'elles sont généralement indéniables. Non, ce n'est pas ce que recherche le jury suédois mais bien un engagement politique. Ainsi, comment expliquer autrement que Winston Churchill, Bertrand Russell ou Svetlana Aleksievitch aient reçu ce prix Nobel ? Et que dire d'un Sartre dont les qualités esthétiques sont loin d'être évidentes. Un Nobel, ce n'est pas un classique intemporel, mais bien une œuvre engagée qui est le marqueur de son époque. C'est pourquoi, la règle du Nobel interdit que ce prix soit remis à un mort. On célèbre bien le vivant et il faut réaliser que ce ne sont plus des recueils de poésie que les adolescents tiennent dans leurs mains mais des écouteurs qu'ils coincent dans leurs oreilles. Si la musique est le seul moyen pour les attirer vers les belles-lettres, eh bien soit mais au moins faisons en sorte que ce soit de la bonne musique. Bob Dylan peut participer à l'enrichissement du vocabulaire.

Combien parmi nous ont appris l'anglais par les Beatles notamment ? Ce n'est pas parce qu'il est populaire que Dylan est récompensé mais bien parce qu'il peut attirer l'attention d'une génération sur les problèmes de nos sociétés de consommation.

Un professeur de l'université d'Oxford le compare ainsi à Alfred Tennyson. Dans la mesure où il est à la fois bien ancré dans son époque et tellement fort, original... Il ne faut pas s'étonner s'il a vendu quelques 110 millions de disques et a donné des milliers de concerts partout à travers le monde. Ce prix Nobel est sans doute le premier à avoir une dimension aussi universelle. Je pense qu'il est susceptible de réunir toutes les générations. Et, bien que j'aurais apprécié un Nobel plus original, plus méconnu peut-être, il me semble que nous avons besoin actuellement de liens entre les peuples, entre les générations, entre les hommes tout simplement. Dylan est la référence de tous les présidents américains qui ont rarement manqué l'occasion de le citer dans leurs discours. Ressortez vos Vinyls et achetez les chroniques de Dylan. Ce serait dommage de passer à côté.

Mathilde VELLINY

(1) « *Tu avais pour habitude de te moquer / De tous ceux qui traînaient dehors / Maintenant tu as rabattu ton caquet / Maintenant tu ne sembles plus aussi fier / D'avoir à mendier pour ton prochain repas.* »

(2) « *Des mots désabusés comme des balles aboient / Tandis que des dieux humains visent leur cible / Ils ont tout fait, depuis les fusils d'enfants qui crachent des étincelles / Jusqu'aux Christs couleur chair qui brillent dans le noir / Pas besoin de regarder bien loin pour voir / Que peu de choses / Sont vraiment sacrées.* »

Gratuit pour les moins de 18 ans.

**Abonnement
et
adhésion**

**règlement
à l'ordre de la :**

**Nouvelle Action royaliste
(NAR)**

Commonwealth : Le 20 novembre, le prince **Henry de Galles** a entamé un tour officiel dans les Caraïbes comme représentant de la reine **Élisabeth II**. Au début de ce tour de quatorze jours dans les pays membres du Commonwealth, il a dû faire face à une forte campagne pro-républicaine qui a dénoncé le caractère colonial de cette visite.

Népal : Le 21 novembre, naissance du Rastriya Prajatantra Party (RPP) après la fusion des deux principaux mouvements monarchistes. Avec trente-sept députés au Parlement, le mouvement monarchiste devient la quatrième force politique du pays. Bien qu'il réclame la restauration de la monarchie et l'hindouisme comme religion d'État, l'ancien vice-Premier ministre **Kamal Thapa**, leader du parti royaliste, a été invité par les communistes à rejoindre leur gouvernement et reprendre son précédent poste.

Burundi : Le 23 novembre, après quatre ans de procédure juridique qui a opposé les deux prétendantes au trône, les princesses **Esther Kamatari** et **Rosa Paula Iribagiza**, le corps du roi Mwambutsa IV sera finalement inhumé de nouveau dans le cimetière de Meyrin. La princesse **Iribagiza**, fille du roi **Mwambutsa**, a décidé de ne pas faire appel de la décision du tribunal suisse.

Birmanie : Le 25 novembre, les descendants des derniers rois de Birmanie se sont exceptionnellement réunis au Palais d'or, ancien siège de la dynastie Konbaung, pour un hommage au dernier roi **Thibaw** mort en 1916. Depuis la fin de la dictature militaire, la famille royale de Birmanie a été réhabilitée et le pays apprend à redécouvrir sa famille royale exilée par les Britanniques.

Frederic de NATAL



Conseil national

Le 3 décembre, la Nouvelle Action Royaliste a réuni son Conseil National. Elu par les adhérents, cet organe a pour fonction d'assister le Comité Directeur tant dans ses tâches tant politiques qu'administratives. Il a approuvé les réformes administratives mises en place depuis trois mois et appuyé la politique d'implantation sur les réseaux sociaux en particulier Facebook et Twitter décidée par les dirigeants de la NAR. La campagne présidentielle est une magnifique opportunité de mieux faire connaître nos positions. Pourquoi ne pas vous joindre à nous ?

Bonnier de La Chapelle

Le samedi 17 décembre à 11 heures, la Nouvelle Action Royaliste rendra hommage au jeune résistant **Fernand Bonnier de La Chapelle**, mort pour la France en décembre 1942 après avoir éliminé l'Amiral Darlan qui s'apprêtait à diriger les territoires libérés d'Afrique du Nord au nom du Maréchal Pétain. **La NAR déposera une gerbe au cimetière de Sèvres (Hauts-de-Seine) où il repose.**

Rendez-vous au plus tard au métro Pont-de-Sèvres (ligne 9) à 10 heures 30 (au guichet) d'où nous partirons vers le cimetière de Sèvres. La NAR n'entend pas s'accaparer la mémoire de ce jeune résistant qui s'était présenté comme royaliste à son procès, mais rendre hommage à un homme de 20 ans qui a fait le sacrifice de sa vie et; à travers lui; à tous ceux qui se sont battus pour que vive la France.

Pour tout renseignement, nous contacter : NAR, bloc C boîte 13, 36-38 rue Sibuet 75012 Paris, ou par courrier électronique.

info@nouvelle-action-royaliste.fr

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredi 14 novembre - Gabriel Martinez-Gros : **L'Islam, la guerre et la paix.**

Mercredis 21 et 28 : pas de réunions, en raison de des fêtes.

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédacteur en chef :
Alain-Paul Nicolas

Com. paritaire :
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Autriche, Italie: étouffer l'incendie?

À Berlin, à Bruxelles et dans les succursales européennes, on a commencé par communiquer des émotions. *Soulagement*, après la défaite de l'extrême droite dans l'élection présidentielle autrichienne. *Inquiétude* après la victoire du Non au référendum italien. Il ne s'agit jamais de comprendre les événements qui concrétisent un processus historique mais au contraire de les nier par divers procédés qui vont de la disqualification au coup de force.

À Vienne, l'élection du candidat écologiste contre son rival d'extrême-droite n'est pas une « victoire de l'Europe et de l'ouverture » (François Hollande) mais un sursis. Le FPÖ, qui n'avait jamais obtenu autant de voix (46 %), exploite la colère des classes populaires de plus en plus exposées, dans un pays relativement prospère, à la précarité et à la baisse des revenus. Le gouvernement allemand étant décidé à ne rien changer aux dispositifs qui produisent le « populisme », on va oublier l'Autriche et les Autrichiens jusqu'aux élections législatives de 2018 où l'on se mobilisera à nouveau pour « faire barrage » à l'extrême droite.

L'Autriche peut être facilement effacée du paysage médiatique. Par son poids économique, l'Italie fait peser un risque majeur sur la zone euro et sur l'Union européenne. Matteo Renzi comptait sur sa jeunesse, sur son charme et sur ses talents de communicant pour « changer le storytelling de l'Italie » - pour que les Italiens adoptent le style et les normes de la « mondialisation heureuse ». Mais les Italiens ont chassé l'élégant personnage parce que ses belles images et formules étaient destinées à faire passer les « réformes » ultra-libérales imposées par Bruxelles qui voulait, de plus, cette révision constitutionnelle que le président du Conseil a soumise au référendum.

Comme d'habitude, on dit que le peuple n'a pas répondu à la question qui lui était posée, que Matteo Renzi a eu le tort de personnaliser le référendum et que les partisans « populistes » du Non sont incapables de gouverner. Or il apparaît que dans leur majorité les Italiens ont compris ou deviné qu'il y avait un lien étroit entre la volonté de rendre les institutions plus efficaces - par la réduction du rôle du Sénat - et la volonté d'adapter l'Italie aux

normes économiques et sociales de la zone euro. Comme les Italiens constatent la stagnation de l'activité économique, le taux élevé de chômage, l'augmentation de la dette publique, la fragilité du système bancaire, ils peuvent en conclure, au nez et à la barbe des experts accrédités, que la zone euro est un échec d'une manière ou d'une autre,



et qu'il faut faire, exploser le système.

Le choix des électeurs italiens étant disqualifié, comme celui des électeurs britanniques et états-uniens ces derniers mois, le gouvernement allemand et ses supplétifs de l'Eurogroupe vont tenter d'éteindre l'incendie. Toutes les ressources de la propagande seront mobilisées, toutes les recettes politiciennes, tous les trucs de l'ingénierie financière seront mis en œuvre pour gagner du temps, dans l'espoir que le peuple italien, comme naguère le peuple irlandais, en viendra à accepter ce qu'il refuse. Mais nul ne saurait oublier que la gouvernance européiste, avec ses lenteurs bureaucratiques et ses mollesse consensuelles, sait aussi réussir des coups de force. Panagiotis Grigoriou (1) rappelle que Georges Papandreou a été démissionné par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy lors du sommet de Cannes en octobre 2011. Silvio Berlusconi fut pareillement débarqué à Rome au profit de Mario Monti en novembre 2011 et nous savons comment l'Eurogroupe sous la férule de Wolfgang Schäuble a contraint le gouvernement grec à la capitulation en 2015.

Il est vrai que les formations « populistes » ne parviennent pas à traduire en projets politiques cohérents les colères populaires qu'elles savent attirer et retenir. Mais le mouvement dialectique n'est pas terminé. Faiblement structurés, les partis « populistes » peuvent connaître des transformations majeures. Et nous constatons depuis longtemps qu'il existe en France, en Europe, aux États-Unis, une extraordinaire vitalité intellectuelle. Ignorés par les politiciens, marginalisés dans les médias, ce travail et ce débat collectifs sont en train de faire naître une nouvelle conscience politique. L'Union européenne est morte comme était morte l'Union soviétique en 1980. La date du prochain enterrement n'est pas prévisible mais il faut dès maintenant préparer la reconstruction de la France et de la grande Europe.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. son blog <http://www.greekcrisis.fr>